

Poursuivre une politique climatique qui a fait ses preuves

Les derniers chiffres du Secrétaire de l'ONU sur les changements climatiques montrent que la politique suisse est bien orientée

dans ce domaine. Entre 1990 et 2007, ses émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 2,7%, ce qui la situe dans le peloton de tête des pays d'Europe occidentale. Cette réussite est le fruit des efforts de l'économie et d'une combinaison de mesures efficaces et profitables. La Suisse ne continuera d'améliorer ses performances en matière de climat que si l'économie et la société restent motivés. Or des exigences irréalistes et des mesures de contrainte impopulaires ne peuvent que contrarier ces bonnes dispositions. Economiesuisse milite pour une politique climatique réaliste, efficace et efficiente, ce qui est le cas pour l'essentiel de l'actuelle loi sur le CO₂ et la mise en œuvre des engagements issus du protocole de Kyoto.



Urs Näf

Responsable suppléant d'Infrastructures et énergie/environnement, economiesuisse, Zurich

D'après la statistique des Nations Unies du 21 octobre 2009, la Suisse est l'un des rares pays d'Europe occidentale à avoir su réduire ses émissions par rapport à 1990, conformément à ses engagements. Avec une baisse de 2,7%, elle se situe dans le groupe des bons élèves, à l'instar du Danemark (-3,3%) et des Pays-Bas (-2,1%). Les performances de tous les pays d'Europe de l'Est sont certes bien plus remarquables, mais elles résultent beaucoup moins d'efforts internes que de la progressive mise hors service des industries à bout de souffle de cette région. Cela explique aussi pourquoi l'UE a pu réduire ses émissions de 4,3% en moyenne, alors que plusieurs de ses États membres situés à l'Ouest ont augmenté les leurs bien au-delà des objectifs convenus.

Poursuivre sur la voie du succès

L'objectif du Conseil fédéral de réduire les émissions des gaz à effet de serre de 20% jusqu'en 2020 est ambitieux. Il ne peut être atteint qu'à la faveur d'efforts importants et en usant des instruments qui se sont jusqu'ici révélés efficaces, soit en particulier l'Agence de l'énergie pour l'économie et le Centime Climatique. L'économie voit d'un très mauvais œil la fixation de volumes d'émission à des niveaux tels qu'ils bloqueraient la croissance du pays et favoriseraient les transferts de production à l'étranger. De même, l'imposition d'objectifs irréalistes qui ne tiennent pas compte des buts déjà atteints pose problème. Les exigences de la gauche et des Verts de réduire les émissions de 5% par an (au total 40% entre 2013 et 2020) mettraient la place industrielle helvétique à genoux ou feraient de la Suisse un mouton noir aux yeux de la communauté internationale, car elle ne pourrait pas les respecter. Notre pays peut fournir une contribution significative à la protection du climat tout en évitant de s'exposer à de tels risques.

Libre-échange plutôt que protectionnisme déguisé

Aux États-Unis comme au sein de l'UE, il est question en ce moment d'introduire des mesures visant à protéger les industries domestiques et à taxer davantage les importa-

tions en provenance de pays qui ne font pas ou pas suffisamment d'efforts pour protéger le climat. Les démarches de ce type cachent souvent des visées protectionnistes, plus faciles à faire passer derrière le paravent de la politique climatique. Ces tentatives détournées de verrouillage des marchés nationaux ne servent pas la cause du climat et risquent même, au contraire, de lui nuire. D'importants pays émergents ont déjà signalé à diverses reprises qu'ils ne consentiraient aucun effort en ce domaine et admettraient encore moins la moindre obligation d'autolimitation si les États industrialisés élevaient ce genre de barrières commerciales. De même, le projet consistant à frapper de droits d'entrée les émissions de gaz à effet de serre produites en amont dans les biens importés fait fausse route. Il est, au contraire, évident que l'ouverture des marchés est une condition essentielle à la réussite de la politique climatique, puisqu'elle seule assure la diffusion la plus rapide des technologies favorables au climat dans l'ensemble du globe.

La Suisse doit se battre à armes égales

Les positions irréconciliables qui séparent pays en développement et émergents, d'un côté, et pays industrialisés, de l'autre, compliqueront la conclusion d'un accord global à Copenhague en décembre 2009. Contrairement à ce qui était le cas à Kyoto, où les pays industrialisés se sont engagés à réduire leurs émissions, les débats portent aujourd'hui sur de vastes questions de développement et de financement. Des mois, voire des années de négociations seront encore nécessaires pour qu'un nouvel accord planétaire puisse voir le jour. En Suisse, l'adoption prématurée de mesures radicales sous la pression d'une initiative populaire et de la recherche précipitée d'un contre-projet serait une mauvaise solution. La politique climatique suisse doit s'inscrire dans le mouvement international et un cavalier seul n'apporterait rien. Le Parlement sera donc bien avisé de franchir les étapes à venir sans hâte excessive et d'intégrer dans ses prises de décision les résultats des négociations internationales attendus à moyen terme.